



Pour un développement efficace en faveur des pauvres



RAPPORT ANNUEL 2011-2012

Conseil canadien pour la coopération internationale

MISSION

Le CCCI est une coalition d'organisations du secteur bénévole canadien œuvrant à l'échelle internationale pour un développement humain viable.

Le CCCI cherche à mettre fin à la pauvreté dans le monde et à promouvoir la justice sociale et la dignité humaine pour tous.

CONTENU

- 02 Préface du président du CA et de la présidente-directrice générale
- 04 Le CCCI en action, 2011-2012
- 08 Groupes de travail : point de vue régional
- 10 Créer des liens et agir à travers les coalitions
- 14 Organisations membres du CCCI
- 16 Notre conseil d'administration et notre équipe
- 18 Rapport financier

Le Conseil canadien pour la coopération internationale tient à exprimer sa reconnaissance à ses organisations membres pour leur importante contribution financière qui a soutenu les fonctions essentielles du CCCI durant toute cette année. Le CCCI remercie également le Programme de partenariats canadiens du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) pour leur subvention. Cet appui financier a permis au CCCI de mener des recherches efficaces et utiles en matière de politiques sur des thèmes précis, en tenant compte des points de vue des pays du Sud. Cependant, les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent pas nécessairement celles de nos bailleurs de fonds.

CCCI
450 rue Rideau, bureau 200
Ottawa (ON) K1N 5Z4
Tel: (613) 241-7007
Fax: (613) 241-5302
info@ccic.ca
ccic.ca

2011-2012
EN CHIFFRES

92
MEMBRES
DU CCCI

50+
MENTIONS DANS
LES MÉDIAS

22
PRÉSENTATIONS

3 NOUVEAUX MEMBRES

ÉVÉNEMENTS
DE DIALOGUE ET
D'APPRENTISSAGE :
20+

IMPLICATION
DANS
21
COALITIONS

9
WEBINAIRES

RAPPORTS, ARTICLES ET NOTES
D'INFORMATION : 20+

PRÉFACE



Cette année aura été le témoin d'une série de mouvements tectoniques qui ont transformé radicalement le paysage de l'aide et du développement international. Le CCCI a déployé toute son énergie pour se tenir au courant de ces changements et pour soutenir l'engagement de ses membres envers des sujets clés pour notre secteur.

Trois années de travail et des consultations menées dans 75 pays auprès de 3500 organisations de la société civile (OSC) ont abouti à la rédaction des Principes d'Istanbul sur l'efficacité du développement des OSC et au Consensus de Siem Reap, un cadre international normatif visant à guider les organisations de la société civile dans l'amélioration de leurs propres pratiques en matière de développement.

Ces normes ont été reconnues lors du Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN-4) de Busan, en Corée du Sud. Les OSC y ont établi un précédent mondial en négociant côte à côte avec les gouvernements et les institutions internationales le document final de cette rencontre multipartite. Le FHN-4 a pu étendre la portée de la coopération pour le développement au-delà des traditionnels bailleurs de fonds et bénéficiaires et inclure l'ensemble des acteurs du développement, soit les économies émergentes, les parlementaires, les municipalités, le secteur privé et la société civile. Le Forum a également élargi le focus de l'agenda, pour y inclure un vaste ensemble de questions liées au développement et non seulement l'aide comme telle. La société civile, et plus particulièrement les OSC canadiennes, ont joué un rôle clé dans l'introduction de ces changements. Bien que Busan ait réaffirmé et introduit un

vaste éventail d'acteurs du développement, le défi maintenant est de s'assurer que ces nouveaux acteurs (particulièrement les économies émergentes et le secteur privé) ajoutent aux efforts menés par les acteurs traditionnels du développement et ne nuisent pas.

De nombreuses tendances qui avaient émergé à Busan ont également commencé à se concrétiser à l'échelle nationale. La transparence a été la grande gagnante cette année et en novembre dernier, le gouvernement canadien a signé l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide, un pas en avant que nous avons salué. Les bailleurs de fonds bilatéraux deviennent de plus en plus directifs et mettent un accent plus grand sur le rapport coût-efficacité. Ils se tournent également vers le secteur privé pour augmenter les ressources et les résultats en matière de développement. L'ACDI a adopté cette approche, en préconisant un rôle fort pour le secteur privé au cœur de sa stratégie de croissance économique durable, et un rôle moindre pour la société civile.

L'ACDI a appuyé le processus menant à l'adoption des Principes d'Istanbul, et le terrain pourrait bien être prêt pour établir un agenda commun s'articulant autour de ces principes. Cependant, bien que l'ACDI ait affirmé au Canada et à l'extérieur du pays l'importance du rôle de la société civile dans le développement, 2011 a posé de nombreux et importants défis aux OSC canadiennes, surtout par rapport au changement de cap de l'ACDI qui est passée d'un mécanisme de financement liés aux projets et programmes de la société civile à un mécanisme compétitif. L'impact pour nos membres, pour leurs partenaires et pour les processus de développement, même dans un laps de temps d'un an, a été profondément ressenti par presque tous les acteurs dans notre secteur. Cela s'est accompagné d'un refroidissement croissant pour les activités de plaidoyer, qui a caractérisé les relations du gouvernement actuel avec les groupes de la société civile dans différents secteurs. Ce refroidissement remet en question notre capacité à remplir notre rôle lié au dialogue en matière de politiques et au plaidoyer.

Résilience et renouveau : voilà deux mots qui qualifient bien le travail accompli par le CCCI tout au long de cette année. Après la période de transition et de redéfinition de 2010-2011, nous nous sommes réorganisés cette année et avons bâti une nouvelle équipe dynamique et motivée. Il nous a fallu adopter de nouveaux systèmes et de nouvelles approches, de nouvelles façons de penser et de nouvelles directions tout en faisant face à de nouveaux défis. Tout ceci a amené le Conseil à travailler en plus étroite collaboration avec ses membres et avec les Conseils régionaux et provinciaux, afin d'anticiper, d'évaluer et de répondre collectivement aux changements s'inscrivant dans le paysage de l'aide et du développement, chez nous et à l'étranger. Nous nous sommes impliqués stratégiquement avec l'ACDI et au sein de nombreuses coalitions et organisations sur une diversité de sujets émergents. Enfin, nous avons créé un éventail de nouveaux outils de communication afin de collaborer plus rapidement et efficacement avec nos membres et les décideurs, à la fois comme voix et comme plateforme pour le secteur.

Globalement, ce fut une année très excitante pour le CCCI, sans aucune minute de répit grâce à toutes les opportunités qui se sont présentées pour travailler pour les intérêts du secteur. Nous sentons que le nouveau CCCI est retombé sur ses pieds, le train a quitté la gare ! Tout le travail accompli aurait bien sûr été impossible sans l'implication, le soutien et l'engagement des membres du CCCI.

Jim Cornelius
Président du CA

Julia Sanchez
Présidente-directrice
générale

LE CCCI EN ACTION 2011-2012

Vers un développement plus efficace

En 2011, le CCCI a organisé dix ateliers dans huit villes du pays, portant sur l'efficacité du développement et les Principes d'Istanbul, avec la participation de plus de 200 organisations. Ces ateliers ont permis d'établir la différence entre l'efficacité du développement et l'efficacité de l'aide, de contribuer au processus et contenus qui ont conduit au Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN-4) de Busan, de partager les résultats du FHN-4 de Busan et de commencer à examiner comment mettre en œuvre les Principes d'Istanbul dans le contexte canadien. Le CCCI a publié des éditoriaux sur ces sujets tout au long de l'année, a écrit une série de blogues sur des questions clés durant le FHN-4 de Busan, a participé à des webinaires, s'est exprimé lors de réunions d'experts et a rencontré des représentants du gouvernement avant, pendant et après le FHN-4. Nous continuons à être actifs au sein de BetterAid, représentant officiel des OSC au FHN-4, et nous contribuons à modeler la future plateforme de la société civile qui s'engagera dans le nouveau Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement.

Négociations sur le climat et justice pour les populations vulnérables

En collaborant avec la Coalition canadienne sur le climat et le développement (C4D) et le Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire, le CCCI a approfondi la compréhension de la société civile entourant les principaux débats politiques avant les négociations internationales de la 17^{ème} Conférence des parties (COP 17) de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), et la Conférence de l'ONU sur le développement durable (Rio+20). Environ 70 personnes issues d'organisations de la société civile canadienne et internationale, du mouvement environnemental et des Premières Nations se sont rassemblées pour cette conférence, orientée particulièrement sur les répercussions pour les petits fermiers, les peuples autochtones et autres populations marginalisées. De sérieuses critiques ont été émises concernant, d'une part, une approche qui traiterait les forêts et l'agriculture comme de simples matières premières à négocier, et, d'autre part, sur un accord sur les transferts de technologies qui déterminerait les technologies à transférer du Nord au Sud et les règlements sur la propriété intellectuelle les régissant, sans évaluer si ces technologies seraient bénéfiques ou destructrices. Les conférenciers internationaux ont partagé des perspectives régionales sur les réponses des gens face aux changements climatiques, sur les perspectives de négociations à Durban et sur le potentiel d'une coopération Nord-Sud.

Faire entendre les préoccupations de la société civile aux décideurs

Tout au long de l'année, le CCCI a contribué à organiser une série de rencontres et consultations informelles avec le gouvernement sur de nombreuses questions liées à l'efficacité de l'aide et du développement, la société civile, les Principes d'Istanbul, l'égalité des sexes et le développement, la sécurité alimentaire, l'éducation, les pratiques d'évaluation et de suivi et l'évaluation par les pairs de l'OCDE. De plus, le CCCI a activement suivi les questions opérationnelles à l'ACDI, notamment le nouveau mécanisme de financement compétitif de la Direction générale des partenariats avec les Canadiens (DGPC). Nous avons publié des notes d'information pour nos membres présentant un ensemble de recommandations pour la DGPC, nous avons rencontré des membres du personnel de l'ACDI et des députés, et nous avons publié un rapport complet avec les Conseils régionaux et provinciaux sur l'impact et les conséquences du nouveau mécanisme de financement sur nos membres respectifs. Ce rapport a repris les données générées par un questionnaire de plus de 150 questions auxquelles ont répondu près de 160 organisations. Il a suscité l'intérêt des médias avec plus de 15 mentions dans différents articles et reportages et contient des recommandations pour les futurs appels à propositions.



Atelier du CCCI sur les Principes d'Istanbul, avec Alberta Council for Global Cooperation, Calgary (mars 2012).



Fraser Reilly-King (centre), représente des OSCs canadiennes lors d'une conférence de presse de BetterAid au Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (décembre 2011)

EN ACTION 2011-2012 (SUITE)



Jim Stanford (TCA-Canada) prend la parole lors d'un événement du CCCI pour discuter la stratégie sur la croissance économique durable de l'ACDI (janvier 2012)



CCCI utilise de plus en plus des outils de communication tels que les médias sociaux, un bulletin électronique renouvelé, et le coin des membres sur notre site web

Une présence médiatique accrue, particulièrement en ligne

2011-2012 a été, pour l'équipe de communications du CCCI, une année de consolidation et de rayonnement accru. Dans le but de mieux communiquer avec nos membres et de répondre à leurs besoins, nous avons amélioré les outils de communications existants et en avons créé de nouveaux : notre bulletin mensuel en ligne a été revampé et revu, nous avons créé une nouvelle section sur notre site Internet consacrée à la Direction des partenariats avec les Canadiens de l'ACDI ainsi qu'un coin pour les membres avec une bibliothèque de ressources qui augmente, et des messages réguliers ont été envoyés aux membres de la part de la présidente-directrice générale sur des sujets importants. Nous avons considérablement renforcé notre présence sur les médias sociaux en lançant un blogue qui, en seulement quatre mois, a généré 26 articles sur des sujets brûlants d'actualité liés au développement et aux tendances émergentes, écrits par le personnel du CCCI et des blogueurs invités. Notre présence sur les médias sociaux s'est élargie en utilisant

Facebook, Twitter, Youtube et Flickr. Le CCCI demeure toujours la référence en matière d'analyse et de recherches sur les politiques ayant trait au rôle du Canada dans le développement international et sur l'environnement changeant dans lequel évoluent les organisations de la société civile canadienne impliquées dans le développement. Nous avons publié tout au long de l'année de nombreux éditoriaux, notes d'informations et rapports qui ont retenu l'attention des médias, du public et des politiciens.

Discussions sur la voie favorable aux pauvres l'ACDI

L'un des éléments clés du travail du CCCI est de suivre et d'analyser les changements à l'ACDI, de les rapporter à ses membres et de les situer dans le contexte mondial plus large des changements qui ont cours dans les secteurs de l'aide et du développement international. Ces dernières années, nous avons suivi deux des thèmes prioritaires de l'ACDI, soit la sécurité alimentaire et les enfants et les jeunes, en nous impliquant au sein du Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire, de l'Alliance canadienne de la campagne mondiale pour l'éducation et de divers réseaux axés sur la santé. Nous nous sommes également impliqués dans certains des thèmes transversaux de l'ACDI par le biais du Groupe de travail sur les droits des femmes et de la Coalition canadienne sur le climat et le dével-

oppement. Cependant, nous avons été moins actifs dans le suivi de la troisième priorité thématique de l'ACDI, soit la croissance économique durable (CED). En réponse à une suggestion émise dans le rapport des coalitions de l'an dernier, le CCCI a élaboré un document de travail et organisé un panel et une table ronde sur la stratégie de la CED. L'atelier avait trois objectifs : renforcer la compréhension de nos membres concernant les questions liées au paradigme de la croissance économique durable et à la stratégie de l'ACDI; déterminer les possibilités clés et les défis afin que les organisations puissent s'impliquer dans la stratégie; et préparer le terrain pour amorcer un dialogue multipartite constructif avec des représentants de l'ACDI sur la stratégie de la CED. Trente-deux organisations et quatre universités ont participé à cette rencontre en janvier 2012.

À venir

Le CCCI prévoit développer des ressources pour mieux faire connaître les principes d'Istanbul auprès des membres et du public. Par exemple, une série d'études de cas sera préparée afin d'accompagner les organisations dans la mise en œuvre des principes.

À venir

Le CCCI poursuivra les discussions avec l'ACDI concernant le financement et surveillera de près tout nouveau changement dans les mécanismes de financement. Il tiendra les membres informés notamment en publiant des informations dans la section de notre site web consacrée à la DGPC.

À venir

Le CCCI préparera avec ses membres un document d'orientation politique sur l'aide, le secteur privé et le développement. Nous encouragerons le dialogue entre nos organisations membres sur l'industrie extractive, l'aide et le développement et nous espérons avoir un dialogue soutenu avec l'ACDI sur ces sujets.

GROUPE DE TRAVAIL: POINT DE VUE RÉGIONAL



Brittany Lambert (à la droite) participe avec un délégué canadien à Marmato, Colombie (janvier 2012)



Maria Theresa Nera-Lauron du People's Movement on Climate Change, Philippines, lors d'une conférence du CCCI sur le climat (septembre 2011)

Le Groupe d'orientation politique pour les Amériques

Pleins feux sur la gouvernance, les droits de la personne et le secteur privé

En 2011-2012, le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA) a maintenu des liens solides avec les élus fédéraux, en informant régulièrement les critiques de l'opposition sur des enjeux politiques d'importance pour les Amériques. Le groupe a accueilli Betty Matamoros, activiste du Honduras pour les droits de la personne, qui s'est exprimée à plusieurs reprises devant le public canadien sur la crise de la gouvernance démocratique dans son pays, partageant son inquiétude sur la politique étrangère du Canada vis-à-vis du Honduras. Le GOPA a participé aux consultations de haut niveau du MAECI sur le rôle du Canada dans les Amériques dont le but était de contribuer aux annonces du Canada au Sommet des Amériques d'avril 2012. Le groupe a suivi les progrès de l'étude d'impact de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie sur les droits de la personne (EIDP) et a collaboré avec des chercheurs colombiens qui ont mené une EIDP fantôme. Des membres du GOPA ont également fait partie d'une délégation qui s'est rendue à Marmato, Colombie, une ville de mineurs artisanaux menacés de déplacement par une compagnie minière canadienne. L'Accord de libre-échange Canada-Colombie augmente le risque que ces scénarios se reproduisent dans l'avenir.

Les trois groupes de travail géographiques du CCCI rassemblent des organisations de la société civile: 45 membres et 18 non-membres du CCCI, provenant d'un large éventail d'ONG vouées à l'action humanitaire et au développement international, groupes de protection des droits de la personne, syndicats, instituts de recherche, associations confessionnelles et groupes de solidarité. Ces groupes de travail géographiques ont joué un rôle accru dans les efforts de sensibilisation, de rassemblement et de plaidoyer au sein de la nouvelle équipe restructurée du CCCI.

Le Groupe de travail de l'Asie-Pacifique

Dialogue sur les communautés, les ressources et le renforcement des capacités

Le Groupe de travail de l'Asie-Pacifique (GTAP) a poursuivi son travail sur les enjeux liés à l'accès à la terre dans les pays en développement de la région Asie-Pacifique et a utilisé de nouveaux outils qui ont grandement contribué à augmenter le nombre de participants dans ses activités d'apprentissage. Des séries de webinaires ont été organisés avec des intervenants venus d'Asie sur des questions telles que l'accaparement des terres au Pakistan, l'accès à la terre pour les populations marginalisées de l'Inde, l'activisme contre les changements climatiques dans les Iles du Pacifique, la réduction de l'espace pour la société civile au Cambodge, l'autonomisation économique des femmes au Pakistan et les changements politiques en Birmanie. Le GTAP a tenu son symposium annuel à Ottawa sur les changements climatiques et l'agriculture en Asie-Pacifique, a organisé une rencontre régionale à Toronto sur l'exploitation minière canadienne en Asie et un forum public à Montréal sur l'accaparement des terres en Asie, avec une étude de cas sur les Philippines. Le GTAP a collaboré l'automne dernier à l'organisation d'une conférence sur les négociations sur le climat et la justice pour les populations vulnérables et a maintenu une veille et un dialogue sur les activités de la Banque asiatique de développement (BAD), notamment en organisant une réunion avec le nouveau directeur exécutif canadien au conseil d'administration de la BAD. Deux projets de recherche ont également été

entrepris : le premier sur la production de biocarburants en Asie-Pacifique et le deuxième sur l'accord de libre-échange Canada-Inde.

Le Forum Afrique-Canada

Défis pour le climat, la démocratie et le développement en Afrique

Au cours de la dernière année, le Forum Afrique-Canada (FAC) a axé ses efforts sur les changements climatiques, la démocratie et le rôle de la société civile en Afrique, en vue de deux événements internationaux importants, la 17^{ème} Conférence des parties (COP 17) de la CCNUCC à Durban, en Afrique du Sud, et le Quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (FHN-4) de Busan, en Corée du Sud. Des rencontres régionales ont rassemblé 35 membres du FAC et de la C4D, des experts des OSC en environnement et développement ainsi qu'un représentant du Haut-commissariat d'Afrique du Sud, afin de d'échanger leurs points de vue sur les questions d'adaptation, d'agriculture et de financement dans le contexte des changements climatiques en Afrique. Le colloque annuel du FAC est allé plus loin en explorant les défis liés à l'adaptation aux changements climatiques, à la mobilisation de la société civile et à la réduction des espaces démocratiques en Afrique. L'événement a rassemblé 35 membres du FAC, des OSC et des représentants du CRDI, ainsi que des homologues africains de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA), de la Campagne mondiale pour l'action climatique, de la Plateforme des OSC africaines sur les principes de partenariat et de l'Institut africain pour l'alimentation et le développement durable.

CRÉER DES LIENS ET AGIR

À TRAVERS LES COALITIONS

COALITIONS NATIONALES

Abolissons la pauvreté (ALP)

La campagne d'Abolissons la pauvreté vise à mettre fin à la pauvreté ici et ailleurs, en aidant les communautés à s'organiser et en rencontrant les décideurs. Le CCCI siège sur le comité directeur d'Abolissons la pauvreté.

Alliance canadienne de la campagne mondiale pour l'éducation (ACCMÉ)

L'Alliance canadienne de la Campagne mondiale pour l'éducation est une coalition regroupant des organisations de la société civile qui veulent améliorer la contribution du Canada à l'atteinte du droit universel à l'éducation. Le CCCI siège sur le comité directeur de l'ACCMÉ.

Pendant cette année de consolidation, le CCCI s'est efforcé de continuer à défendre notre programme en 10 points, tout en offrant des connaissances substantielles et des orientations sur la question de l'aide. Le travail fait au sein des coalitions permet au CCCI de remettre en contexte ce focus, dans le cadre d'enjeux plus vastes liés au développement mondial (tels que l'égalité des sexes, la sécurité alimentaire, la santé, l'éducation, les changements climatiques), et de mettre en relief les facteurs structurels qui contribuent aux inégalités mondiales et à l'injustice sociale, économique et environnementale. Le CCCI est un membre actif de 21 coalitions.

Climate Action Network (CAN)

CAN est une coalition nationale regroupant 50 organisations environnementales, de confession religieuse, des syndicats, de développement, autochtones, de la santé et de la jeunesse qui veulent agir réellement sur la question des changements climatiques.

La Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles (CSILC)

La CSILC a pour mandat de défendre les libertés civiles et les droits de la personne inscrits dans la Charte canadienne des droits et libertés, dans les lois fédérales et provinciales et dans les instruments internationaux de défense des droits.

La Coalition canadienne sur le climat et le développement (C4D)

La Coalition canadienne sur le climat et le développement participe au dialogue sur les changements climatiques au Canada en tant que porte-parole de la communauté du développement international. Elle cherche également à développer au sein de la communauté du développement international les connaissances et les capacités requises pour faire face aux problèmes mondiaux liés aux changements climatiques et au développement.

Coalition sur le traité relatif au commerce des armes

Cette coalition a été créée pour appuyer la promotion et l'adoption par l'ONU d'un accord robuste relatif au commerce des armes afin de sauver des vies, d'empêcher les violations des droits de la personne et de protéger les moyens de subsistance des peuples dans le monde.

PROGRAMME EN 10 POINTS

1 DROITS DES FEMMES ET ÉGALITÉ DES SEXES

2 LA SANTÉ ET L'ÉDUCATION POUR TOUS

3 DROIT À L'ALIMENTATION ET MOYENS DE SUBSISTANCE VIABLES

10

4 JUSTICE ÉCONOMIQUE MONDIALE

5 RESPONSABILISATION DES ENTREPRISES

6 PROMOUVOIR LA PAIX

7 JUSTICE ENVIRONNEMENTALE MONDIALE

8 GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE ET CITOYENNETÉ MONDIALE

11

9 SYSTÈME MULTILATÉRAL DÉMOCRATIQUE ET EFFICACE

10 OPTIMISER ET ACCROÎTRE L'AIDE



COALITIONS (SUITE)

NATIONALES

Common Frontiers (CF)

CF propose des solutions alternatives aux effets sociaux, environnementaux et économiques de l'intégration économique dans les Amériques. Le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA) travaille de près avec CF.

Groupe pour l'accès mondial aux traitements (GAMT)

Le GAMT échange de l'information et mène des activités conjointes afin d'améliorer l'accès aux médicaments essentiels et à d'autres aspects des soins, des traitements et du soutien pour les personnes vivant avec le VIH/sida et d'autres besoins en santé, dans les pays en développement.

Groupe de réflexion sur la sécurité alimentaire (GRSA)

Le GRSA cherche à promouvoir les enjeux liés à la sécurité alimentaire dans les politiques internationales du Canada et à prendre les mesures nécessaires pour protéger et renforcer la sécurité alimentaire dans les pays en développement, en se basant sur des décennies de travail effectué dans ce domaine avec des partenaires de ces pays.

Groupe de travail sur les droits des femmes

Les membres de ce groupe travaillent ensemble à renforcer l'inclusion des droits des femmes dans l'agenda de la coopération internationale. En 2011, le CCCI a réactivé ce groupe de travail.

Imagine Canada

Imagine Canada est un organisme de bienfaisance national composé de centaines de membres dont la cause consiste à soutenir les organismes de bienfaisance et sans but lucratif afin qu'ils puissent à leur tour appuyer les Canadiens et les collectivités qu'ils desservent.

Initiative d'Halifax (IH)

IH veut s'assurer que le système financier international contribue à l'éradication de la pauvreté, à la durabilité environnementale, à une distribution équitable de la richesse et à la pleine réalisation des droits humains. Le CCCI préside le comité de coordination d'IH.

Policy Action Group for Emergency Response (PAGER)

PAGER vise à renforcer un dialogue stratégique et opérationnel entre les ONG canadiennes et internationales et le gouvernement canadien sur les questions relatives aux urgences humanitaires internationales, à l'éthique et aux opérations.

Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE)

Le RCRCE cherche à mettre en place des normes obligatoires et robustes en matière de responsabilité des entreprises, pour les compagnies canadiennes d'exploitation minière opérant à l'étranger, particulièrement dans les pays en voie de développement.

NATIONALES

Trade and Investment Research Project (TIRP)

Le travail d'expert du TIRP porte sur d'importantes questions de recherches liées aux accords de commerce et d'investissements. Le CCCI participe occasionnellement au comité directeur du TIRP.

Voix

Voix-Voices est une coalition non partisane luttant pour le droit à la dissidence, au plaidoyer et à l'espace démocratique. En documentant des cas signalés et en diffusant l'information, Voix espère encourager le respect de nos droits et

valeurs démocratiques tels que la liberté d'expression, la transparence et l'égalité. Le CCCI est membre du comité directeur de Voix.

WASH Canada

WASH Canada est un réseau d'organisations de la société civile et d'experts qui travaillent ensemble pour améliorer la réponse du Canada à la crise mondiale de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène par la sensibilisation, l'augmentation des financements et la mobilisation d'intervenants de tous les secteurs afin de rationaliser nos efforts et d'accroître notre impact.

INTERNATIONALES

BetterAid

BetterAid regroupe plus de 900 organisations de développement de la société civile et il est membre du Groupe intérimaire post-Busan (GIPB), un groupe responsable de l'élaboration du cadre de gouvernance et de surveillance du Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement. Le CCCI est membre du Groupe de coordination de BetterAid.

CIVICUS

L'Alliance mondiale pour la participation citoyenne est un mouvement international comptant des membres et des partenaires qui constituent un réseau influent et représentatif d'organisations oeuvrant aux niveaux local, national, régional et international. La vision de CIVICUS est la création d'une communauté mondiale active, composée de citoyens engagés qui participent à la création d'un monde plus juste et plus équitable.

Le Forum ouvert sur l'efficacité du développement des OSC

Le Forum ouvert sur l'efficacité du développement des OSC est un espace participatif géré par et pour les OSC du monde entier. Sa mission est d'améliorer l'impact du travail des OSC en matière de développement et de plaider pour des politiques gouvernementales et des pratiques plus favorables à leur égard. Le CCCI siège sur le Groupe de facilitation global.

Reality of Aid

Reality of Aid est un réseau Nord-Sud d'organisations non gouvernementales dont la mission est de promouvoir des politiques nationales et internationales qui contribuent à la mise en œuvre de nouvelles stratégies efficaces pour l'éradication de la pauvreté, fondées sur la solidarité et l'équité. Le CCCI est le représentant régional des pays non européens de l'OCDE et siège en tant que vice-président sur le Comité international de coordination.

ORGANISATIONS MEMBRES DU CCCI

« Les organisations de la société civile ont un rôle primordial à jouer pour galvaniser et représenter la voix des citoyens, quand ces derniers demandent aux gens qui ont du pouvoir de rendre des comptes : gouvernements, corporations, élites. Une bonne partie de notre travail consiste à renforcer ce rôle et à défendre cet espace. »

Robert Fox, Oxfam Canada
février 2012

« Les OSC sont une composante essentielle et dynamique de la vie démocratique de tous les pays du monde. Elles jouent un rôle crucial dans la mise en pratique de stratégies efficaces de développement »

Emele Duituturaga, Coprésident, Forum sur l'efficacité du développement des OSC
novembre 2011

Action Canada for Population and Development
Aide à l'enfance Canada
Alberta Council for Global Cooperation
Amnistie internationale
Association des infirmières et infirmiers du Canada
Association des médecins pour la survie mondiale
Association québécoise des organismes de coopération internationale
Banque canadienne de grains
British Columbia Council for International Cooperation
Canada World Youth
Canadian Co-operative Association
Canadian Labour Congress
Canadian Lutheran World Relief
The Canadian Network for International Surgery
Canadian Physicians for Aid & Relief
Canadian Rotary Collaboration for International Development
CARE Canada
Carrefour canadien international
Centre d'études et de coopération internationale
Centre for International Studies
Canadian Hunger Foundation
Christian Reformed World Relief Committee of Canada
Coady International Institute

Coalition interagence sida et développement
Co-Development Canada
Collaboration Santé Internationale
Congrès du travail du Canada
Conseil atlantique pour la coopération internationale
Conseil des Canadiens avec déficiences
Conseil ontarien pour la coopération internationale
Cooper Institute
Croix-Rouge canadienne
CUSO International
Développement et paix
Église unie du Canada
Entraide universitaire mondiale du Canada
Equitas - International Centre for Human Rights Education
ETC Group
Fédération canadienne des étudiantes et étudiants
Fédération canadienne pour la santé sexuelle
Fédération mondiale de l'hémophilie
Fondation Aga Khan Canada
Fondation frontière inc.
Fonds chrétien de l'enfant - Canada
Fonds de justice sociale - AFPC
Fonds du Primat pour le secours et le développement mondial
Fonds humanitaire des métallos
Fonds humanitaire du syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier
Fonds de justice sociale de TCA
Habitat pour l'humanité Canada
Handicap International
Horizons d'amitié
Inter Pares
Islamic Relief Canada
Jamaican Self-Help Organization

Journalistes canadiens pour la liberté d'expression
Kairos - Initiatives canadiennes œcuméniques pour la justice
Manitoba Council for International Cooperation
Mines alerte
Mouvement fédéraliste mondial (Canada)
Mennonite Central Committee (Canada)
Northern Youth Abroad
L'Œuvre Léger
Ontario Public Service Employees Union - Social Justice Fund
Oxfam-Canada
Oxfam-Québec
Pacific Peoples' Partnership
Plan International Canada
Presbyterian World Service and Development
Project Ploughshares
Queen's Project on International Development
RESULTATS Canada
Saskatchewan Council for International Cooperation
Secours Quaker canadien
Société canadienne pour nourrir les enfants
Société canadienne de santé internationale
Syndicat canadien de la fonction publique
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes
Terre Sans Frontières
The Hunger Project
The Sharing Way - Canadian Baptist Ministries
USC Canada
Vision mondiale Canada
Victoria International Development Education Association
World Literacy of Canada
World Relief Canada
YMCA Canada

NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION ET NOTRE ÉQUIPE

Conseil d'administration

Shams Alibhai (trésorière)
*British Columbia Council for
International Cooperation*

Jim Cornelius (président)
Banque canadienne de grains

Annie Game
*Journalistes canadiens pour la
libre expression*

Evelyne Guindon
CARE Canada

Gervais L'Heureux
*Association québécoise des
organismes de coopération
internationale*

John Julian
*Association des coopératives du
Canada*

Jennifer Henry
KAIROS Canada

Barbara Lloyd
L'Église unie du Canada

Heather McPherson
*Alberta Council for Global
Cooperation*

Rita Morbia
Inter Pares

Kerrie Strathy
*Saskatchewan Council for
International Cooperation*

June Webber
(vice-présidente)
*Association des infirmières et
infirmiers du Canada*

Barbara Wood (membre de
droit)
CoDevelopment Canada



Clockwise from top left: Chantal Havard, Julia Sánchez, Sylvie Perras, Fraser Reilly-King, Anna Campos, Jack Litster, Denis Côté, and Brittany Lambert

Staff Team

Anna Campos
agente des finances et d'administration

Denis Côté
*agent de programme,
Groupe de travail Asie-Pacifique*

Chantal Havard
*agente de communication et de
relations avec le gouvernement*

Brittany Lambert
*agente de programme,
Groupe d'orientation politique pour les
Amériques*

Jack Litster
*adjoint de programme,
communications web et politiques*

Sylvie Perras
*agente de programme,
Forum Afrique Canada*

Fraser Reilly-King
*analyste des politiques
(aide au développement et coopération
internationale)*

Julia Sánchez
présidente-directrice générale

Merci aux membres du Conseil d'administration qui ont terminé leur mandat en 2011 pour votre soutien et votre dévouement au CCCI !

Julia Anderson, Ruth Schneider, Jennifer Slood, Karen Takacs, et Thierry Zomahoun.

Nos sincères remerciements à tous les bénévoles et stagiaires qui ont apporté une contribution essentielle au travail du CCCI cette année :

Gloria Botero, Arline Brisemur, Sybille Ducommun, Claude Dumulon-Lauzière, Vicky Edgcombe, Behnoud Irantalab-Tehrani, Miguel Iriondo, Marim Sadek, Emma Smalley, et Al Webb.

Nous remercions tout spécialement les membres du personnel qui ont été avec nous une partie de l'année 2011-2012 :

Gerry Barr, Francois Demers, Anne Duhamel, Esperanza Moreno, Gauri Sreenivasan, et Brian Tomlinson.

ÉTATS FINANCIERS

CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE BILAN - AU 31 MARS 2012

	2012	2011
	\$	\$
ACTIF		
<i>Actif à courte terme</i>		
Encaisse	457,081	626,898
Placements à courte terme	216,994	216,684
Comptes recevables	36,916	61,921
Frais payés d'avance	9,527	25,671
	720,518	931,174
<i>Immobilisations</i>	24,057	32,031
	744,575	963,205
PASSIF		
<i>Passif à courte terme</i>		
Fournisseurs et chargés à payer	32,538	197,155
Apports reportés	73,350	102,813
	105,888	299,968
ACTIFS NETS		
Fonds Betty Plewes	4,666	4,666
Investi dans les immobilisations	24,057	32,031
Surplus non-affecté	609,964	626,540
	638,687	663,237
	744,575	963,205

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

CONSEIL CANADIEN POUR LA COOPÉRATION INTERNATIONALE RECETTES ET DÉPENSES - DE L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 MARS 2012

	2012	2011
	\$	\$
RECETTES		
Agence canadienne de développement international - Programme principal		450,849
Les cotisations des membres	465,490	309,229
Centre de recherche pour le développement international	150,703	122,851
Autres revenus (intérêts, dons, transferts d'organismes)	60,590	265,202
Droits d'inscription	23,260	21,185
Loyer recouvrés	7,131	16,902
Contributions du groupe de travail	108,927	111,231
Projet spécial: Comprendre le système d'appel de propositions de la DGPC	5,000	
Fonds de transition		250,248
Gain sur la cessation d'immobilisations		138,400
	821,101	1,686,097
DÉPENSES PAR PROGRAMME (RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - DÉPENSES PAR CATÉGORIE, RÉMUNÉRATION COMPRISE)		
Communications	57,809	105,812
Administration	115,551	333,291
Dialogue sur les politiques	404,593	389,994
Développement organisationnel		87,391
Direction générale	153,024	170,996
Gestion de programmes / mobilisation des membres	45,032	154,367
Conseil d'administration et comités	43,586	79,724
Projet spécial: Comprendre le système d'appel de propositions de la DGPC	5,000	
	824,595	1,321,575
Excédent des recettes sur les dépenses résultant des opérations courantes	(3,494)	364,522
Frais de déménagement de locaux, d'indemnité et de recrutement spécifiquement approuvés à être payés à partir du surplus non affecté	21,056	565,098
Insuffisance des recettes sur les dépenses avant la bourse du fonds Betty Plewes	(24,550)	(200,576)
Bourse du fonds Betty Plewes, net des intérêts gagnés		(14,940)
Insuffisance des recettes sur les dépenses	(24,550)	(215,516)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers et la note 3 fournit d'autres informations sur les résultats.



CANADA'S COALITION TO END GLOBAL POVERTY
ENSEMBLE POUR ÉLIMINER LA PAUVRETÉ DANS LE MONDE

450 Rideau Street, bureau 200
Ottawa (ON) K1N 5Z4
Tel: (613) 241-7007
Fax: (613) 241-5302
info@ccic.ca
ccic.ca

Design par:
Jack Litster, CCCI